

Bruxelles, 13 novembre 2014 (07.00 a.m. CET)

Robustes résultats et achèvement du programme de désinvestissements

KBC clôture le troisième trimestre 2014 sur un bénéfice net de 591 millions d'euros, contre 317 millions d'euros pour le trimestre précédent et 272 millions d'euros au troisième trimestre 2013.

Abstraction faite de l'incidence des activités legacy (CDO, désinvestissements) et de la valorisation du risque de crédit propre, le bénéfice net ajusté s'élève à 477 millions d'euros au troisième trimestre 2014, contre 287 millions d'euros au deuxième trimestre 2014 et 457 millions d'euros au troisième trimestre 2013.



Johan Thijs, CEO du groupe :

"L'été 2014 a été marqué par des conditions de taux d'intérêt bas et un essoufflement de la relance économique qui s'était amorcée plus tôt dans l'année dans un contexte de faible inflation. Malgré ces développements, KBC dégage un bénéfice net de 591 millions d'euros au troisième trimestre, soit 477 millions d'euros en termes de bénéfice ajusté. Le groupe continue d'engranger d'excellents résultats commerciaux : hausse des revenus nets d'intérêts et gonflement du volume d'octroi de crédits et des dépôts de la clientèle. Nos revenus de commissions augmentent aussi, principalement dans les activités d'asset management. Le ratio combiné de nos activités d'assurance non vie demeure robuste et les ventes de produits d'assurance vie augmentent également. Le ratio charges/produits ajusté des éléments exceptionnels se maintient bien aussi. Les réductions de valeur pour pertes de crédit augmentent légèrement par rapport au niveau du trimestre précédent, mais demeurent globalement faibles, un recul pouvant être observé en Irlande. Nos revenus globaux continuent de se ressentir légèrement d'ajustements défavorables marked-to-market de la valeur des produits dérivés utilisés à des fins de gestion de l'actif et du passif (ALM).

Outre ces excellents résultats commerciaux, le groupe a achevé son programme de désinvestissements convenu avec la Commission européenne en 2009. La cession de KBC Deutschland a été finalisée en septembre, la Banque Diamantaire Anversoise a été mise en cessation d'activités et les deux CDO restantes en portefeuille ont été démantelées. Ces opérations ont marqué le fin du programme de désinvestissements.

Au troisième trimestre, la division Belgique dégage un résultat net de 384 millions d'euros, dépassant légèrement la moyenne de 375 millions d'euros pour les quatre trimestres précédents. Par rapport au trimestre précédent, le troisième trimestre 2014 se caractérise par une hausse des revenus nets d'intérêts et des revenus nets de commissions, un ratio combiné sain pour l'assurance non vie et une augmentation des ventes de produits d'assurance vie de la branche 23. Les autres caractéristiques du trimestre sous revue sont l'impact réduit, mais toujours défavorable, de la valorisation des produits dérivés ALM, le tassement des bénéfices réalisés sur la cession d'actifs financiers, la baisse saisonnière des revenus de dividendes et la décrue des autres revenus nets. Les charges diminuent légèrement, tandis que les réductions de valeur augmentent par rapport au faible niveau du deuxième trimestre. Les activités bancaires et d'assurance génèrent respectivement 80% et 20% du résultat net pendant le trimestre sous revue.

Pendant le trimestre sous revue, la division Tchèque a dégagé un résultat net de 130 millions d'euros, en léger recul par rapport à la moyenne de 139 millions des quatre derniers trimestres. Par rapport au trimestre précédent, les résultats du troisième trimestre se distinguent (en termes comparables) par la stagnation des revenus nets d'intérêts et une diminution des revenus nets de commissions, l'absence de bénéfices réalisés sur la cession d'actifs financiers, la hausse des résultats nets d'instruments financiers, la baisse du niveau des autres revenus, un robuste ratio combiné non-vie et la progression des ventes de produits d'assurance vie de la branche 23. Les charges s'allègent légèrement, tandis que les réductions de valeur pour pertes de crédit augmentent par rapport au niveau particulièrement bas mais insoutenable du trimestre précédent. Les activités bancaires et d'assurance génèrent respectivement 95% et 5% du résultat net pendant le trimestre sous revue.

Au cours du trimestre sous revue, la division Marchés internationaux enregistre un résultat net positif de 27 millions d'euros, en nette amélioration par rapport à la moyenne négative de 236 millions d'euros pour les quatre trimestres précédents (qui avaient été marqués par la constitution de provisions supplémentaires pour pertes de crédits en Irlande au quatrième trimestre 2013 et par l'impact de la nouvelle loi sur les crédits aux particuliers en Hongrie au deuxième trimestre 2014). Par rapport au trimestre précédent, le troisième trimestre 2014 se caractérise par la légère hausse des revenus nets d'intérêts et la robustesse des revenus nets de commissions, le résultat stable des instruments financiers à la juste valeur et le léger tassement des gains sur actions et obligations, une détérioration du ratio combiné non vie et une contraction des ventes d'assurances vie. Il est à noter cependant que le trimestre précédent avait fortement pâti de l'impact de la nouvelle loi hongroise sur les crédits aux particuliers. Les charges restent stables au troisième trimestre et les provisions pour pertes de crédit diminuent, surtout en Irlande. Globalement, les activités bancaires enregistrent un résultat net de 23 millions d'euros (résultats positifs en Slovaquie, Hongrie et Bulgarie mais négatifs en Irlande), tandis que les activités d'assurance dégagent un résultat net de 4 millions d'euros.

La position de trésorerie du groupe demeure très solide, les ratios LCR et NSFR dépassant largement les 100%.

Notre position de capital reste très solide également, ainsi qu'en témoigne le ratio common equity de 13,7% (selon Bâle III, à pleine charge, compromis danois). L'analyse des neuf premiers mois de l'année tient compte du remboursement de 0,5 milliard d'euros au gouvernement régional flamand au début janvier, ainsi que des résultats des neuf premiers mois et d'une provision proratée pour le dividende proposé et les coupons sur les instruments Tier-1 additionnels et sur le solde des aides publiques à verser sur 2014. Par conséquent, le ratio common equity se maintient largement au-dessus de l'objectif de 10,5%.

Les résultats de l'examen approfondi de la qualité des actifs par la BCE confirment notre forte position de capital. KBC réussit en effet haut la main l'examen de la qualité de ses actifs et les tests de résistance, maintenant un ample tampon de 2,8 points de pourcentage (2,8 milliards d'euros) qui dépasse le seuil de 5,5% imposé par la BCE. Cette performance reflète l'excellente capacité de résistance de KBC.

Le groupe salue par ailleurs aussi l'extension des accords d'ancrage de KBC Groupe conclus par Cera, KBC Ancora, MRBB et les autres actionnaires stables. Tous ont confirmé leur intention de continuer à agir conjointement dans l'intérêt de KBC Groupe SA pour une nouvelle période de 10 ans. Ils continueront donc à assurer la stabilité de l'actionnariat et à soutenir le développement futur du groupe KBC.

L'accord d'ancrage aidera KBC à réaliser son ambition de se classer parmi les établissements financiers orientés client les plus performants d'Europe et de devenir la référence en matière de bancassurance sur ses marchés domestiques. Nous atteindrons cet objectif en renforçant de manière rentable notre modèle de bancassurance axé sur notre clientèle de particuliers, de PME et de moyennes capitalisations sur nos marchés domestiques, en nous concentrant sur une croissance profitable et durable dans le cadre d'une gestion rigoureuse des risques, des capitaux et des liquidités et en magnifiant la satisfaction des clients grâce à notre politique de distribution fluide, multicanal et orientée client. Le groupe est très reconnaissant de la confiance que ses clients et parties prenantes manifestent à l'égard de la société et de ses employés."

Incidence des activités legacy et valorisation du risque de crédit propre :

Afin de fournir un aperçu fiable des activités en cours, KBC publie des chiffres ajustés qui ne prennent pas en compte a) l'incidence des activités legacy, c'est-à-dire la valorisation des CDO restantes en portefeuille (y compris les commissions pour le système de garantie y afférent conclu avec l'État belge) et l'impact des désinvestissements, et b) l'incidence de la valorisation du risque de crédit propre. Pendant le trimestre sous revue, ces éléments ont eu l'influence suivante :

- CDO : au troisième trimestre, KBC a démantelé les deux dernières CDO en portefeuille, ce qui a légèrement plombé ses résultats, tout en améliorant le capital. L'impact total de l'opération sur les revenus de KBC au troisième trimestre se chiffre à -24 millions d'euros (après impôts), après prise en compte également des fluctuations des différentiels de crédit et des commissions liées aux garanties CDO. La liquidation de ces CDO a permis de libérer 0,3 milliard d'euros de capital et d'améliorer de 0,4% la solvabilité de KBC.
- Désinvestissements restants : nous enregistrons un effet positif global après impôts de 132 millions pour le trimestre sous revue, principalement dû à une reprise des réductions de valeur actées sur la participation dans la Banque Diamantaire Anversoise en 2012 et en 2013.
- Incidence de la valorisation du risque de crédit propre : le resserrement des différentiels de crédit senior, combiné à l'élargissement du différentiel de crédit subordonné sur la dette de KBC entre fin juin 2014 et fin septembre 2014, se traduit par un ajustement marked-to-market légèrement positif de 6 millions d'euros (après impôts), mais est sans incidence sur le capital réglementaire.

Principales données financières du 3Tr2014 par rapport au 2Tr2014 :

- Robuste résultat commercial net.
- Revenus nets d'intérêts en hausse de 6%.
- Marge nette d'intérêt en hausse de 2,05% à 2,15%.
- Forte progression de l'octroi de crédit et des dépôts sur tous nos marchés domestiques.
- Excellent ratio combiné non vie de 93% (year-to-date).
- Augmentation des ventes d'assurances vie.
- Hausse de 4% des revenus nets de commissions, malgré les mois d'été.
- Ratio charges/produits de 59% (year-to-date) et de 54% après ajustement pour éléments exceptionnels (principalement l'impact des valorisations marked-to-market des dérivés ALM et de la taxe hongroise sur les crédits aux particuliers au trimestre précédent).
- Faible ratio de pertes sur crédits de 0,41% (year-to-date).
- Position de trésorerie solide : LCR de 120% et NSFR de 109%.
- Solvabilité : robuste base de capital : ratio common equity selon Bâle III (à pleine charge) de 13,7%, nettement supérieur à l'objectif de 10,5%.

Aperçu Groupe KBC (consolidé)	3Tr2013	2Tr2014	3Tr2014	9M2013	9M2014
Résultat net, IFRS (en millions d'EUR)	272	317	591	1 309	1 305
Bénéfice de base par action, IFRS (en EUR) ¹	-0.75	0.63	1.28	1.74	2.35
Résultat net ajusté (en millions d'EUR)	457	287	477	1 300	1 151
Bénéfice de base par action, en fonction du résultat net ajusté (en EUR) ¹	-0.30	0.56	1.00	1.72	1.99
Ventilation par division (en millions d'EUR)					
Belgique	391	383	384	1 193	1 117
République tchèque	157	140	130	435	408
Marchés internationaux	-12	-176	27	-122	-175
Centre de groupe	-79	-59	-64	-207	-199
Capitaux propres de la société mère par action (en EUR, fin de période)	28.5	29.5	30.8	28.5	30.8

¹ Note : en cas de paiement d'un coupon sur les titres de capital de base vendus aux gouvernements belge et flamand et sur les instruments additionnels Tier-1 inclus, il sera déduit du numérateur (au prorata). Si une pénalité est due sur les titres de capital de base, elle sera déduite de la même manière

Aperçu des résultats (selon IFRS)

Pour les données complètes du compte de résultat et du bilan consolidés selon les normes IFRS, nous vous renvoyons au chapitre "Consolidated financial statements" du rapport trimestriel, qui reprend également un résumé du résultat global, des variations des capitaux propres des actionnaires et des flux de trésorerie, ainsi que plusieurs annexes relatives aux comptes.

Pour une appréciation correcte des activités en cours, KBC publie aussi un aperçu des résultats ajustés, qui exclut l'incidence des activités legacy (désinvestissements, CDO) et de la valorisation du risque de crédit propre du compte de résultat. Celle-ci est résumée en trois lignes au bas de la présentation (voir section suivante).

Compte de résultat consolidé selon IFRS, KBC Groupe (en millions d'EUR)	1Tr 2013	2Tr 2013	3Tr 2013	4Tr 2013	1Tr 2014	2Tr 2014	3Tr 2014	4Tr 2014	9M 2013	9M 2014
Revenus nets d'intérêts	1 053	1 003	1 014	1 008	1 010	1 056	1 120	-	3 069	3 185
Revenus d'intérêts	2 161	2 079	2 037	2 067	1 930	1 971	2 010	-	6 276	5 911
Charges d'intérêts	-1 108	-1 076	-1 023	-1 060	-920	-915	-890	-	-3 207	-2 726
Assurance non-vie (avant réassurance)	149	115	145	127	149	102	139	-	409	389
Primes acquises	305	316	321	317	307	315	321	-	942	944
Charges techniques	-156	-201	-176	-190	-158	-214	-183	-	-533	-555
Assurance vie (avant réassurance)	-59	-62	-63	-57	-59	-56	-57	-	-185	-171
Primes acquises	271	241	238	381	308	297	299	-	750	904
Charges techniques	-331	-303	-302	-438	-367	-353	-355	-	-936	-1 075
Résultat net de la réassurance cédée	-12	13	1	-6	-17	19	4	-	2	6
Revenus de dividendes	5	20	14	8	14	24	9	-	39	47
Résultat net d'instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	314	425	223	229	40	44	34	-	962	118
Résultat net réalisé sur des actifs financiers disponibles à la vente	142	47	34	29	51	49	28	-	223	128
Revenus nets de commissions	389	381	337	362	374	387	402	-	1 107	1 163
Revenus de commissions	636	560	507	564	557	533	579	-	1 704	1 668
Charges de commissions	-247	-179	-170	-202	-182	-147	-177	-	-596	-505
Autres revenus nets	76	-20	51	15	52	-99	73	-	107	26
Total des produits	2 058	1 921	1 754	1 715	1 615	1 526	1 752	-	5 733	4 892
Charges d'exploitation	-1 033	-924	-918	-968	-973	-933	-923	-	-2 875	-2 829
Réductions de valeur :	-350	-275	-362	-940	-114	-142	-58	-	-987	-313
Sur prêts et créances	-293	-254	-230	-937	-102	-136	-190	-	-777	-429
Sur actifs financiers disponibles à la vente	-13	-3	-8	-10	-5	-3	-6	-	-24	-14
Sur goodwill	-7	0	0	0	0	0	0	-	-7	0
Sur autres	-37	-18	-125	7	-6	-3	139	-	-179	130
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures	8	8	9	6	7	7	6	-	24	19
Résultat avant impôts	683	729	483	-187	535	457	777	-	1 895	1 769
Impôts	-159	-210	-207	-103	-138	-140	-186	-	-575	-464
Résultat net après impôts des activités abandonnées	0	0	0	0	0	0	0	-	0	0
Résultat après impôts	524	520	276	-290	397	317	591	-	1 319	1 305
attribuable à des participations minoritaires	4	3	4	4	0	0	0	-	10	0
attribuable aux actionnaires de la société mère	520	517	272	-294	397	317	591	-	1 309	1 305
Bénéfice par action (EUR), ordinaire	1.25	1.24	-0.75	-0.71	0.45	0.63	1.28	-	1.74	2.35
Bénéfice par action (EUR), dilué	1.25	1.24	-0.75	-0.71	0.45	0.63	1.28	-	1.74	2.35

Les chiffres de référence 2013 ont été légèrement ajustés par suite de l'application de la nouvelle norme IFRS 11. Cette norme stipule que les joint-ventures doivent être comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence au lieu de la méthode de consolidation proportionnelle. Pour KBC, cela s'applique à ČMSS, une joint-venture de ČSOB en République tchèque. Ce changement n'a aucune incidence sur le résultat net, mais influence divers éléments du compte de résultat consolidé.

Aperçu des résultats ajustés

Pour une appréciation plus complète du cours des activités, KBC fournit également d'autres chiffres que ceux établis selon les normes IFRS (section précédente). Dans l'aperçu ci-après, l'incidence des activités legacy (désinvestissements restants, CDO) et de la valorisation du risque de crédit propre est exclue du compte de résultat et résumée en trois lignes au bas de la présentation (dans le reporting par division, ces éléments sont incorporés dans le Centre de groupe). Par ailleurs, un traitement comptable différent pour les revenus du marché des capitaux a été appliqué à la division Belgique (tous les résultats des opérations de négoce étant transférés au "Résultat net des instruments financiers à la juste valeur"). Les différences entre les chiffres selon IFRS et les chiffres ajustés sont détaillées sous 'Notes to the segment reporting' à la section 'Consolidated financial statements' du rapport trimestriel.

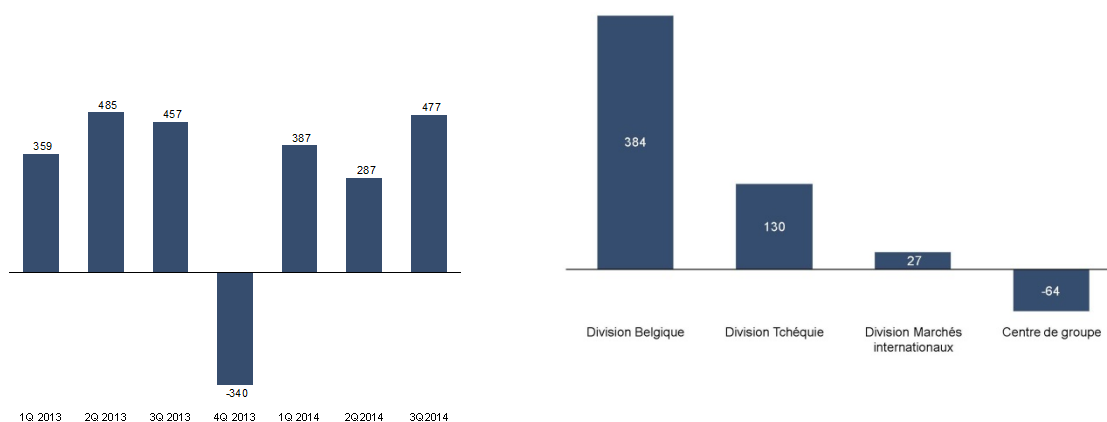
Compte de résultat consolidé, KBC Groupe (en millions d'EUR)	1Tr 2013	2Tr 2013	3Tr 2013	4Tr 2013	1Tr 2014	2Tr 2014	3Tr 2014	4Tr 2014	9M 2013	9M 2014
Résultat net ajusté (hors activités legacy et risque de crédit propre)										
Revenus nets d'intérêts	1 018	976	999	996	1 002	1 047	1 109	-	2 993	3 158
Assurance non-vie (avant réassurance)	149	115	145	127	149	102	139	-	409	389
<i>Primes acquises</i>	305	316	321	317	307	315	321	-	942	944
<i>Charges techniques</i>	-156	-201	-176	-190	-158	-214	-183	-	-533	-555
Assurance vie (avant réassurance)	-59	-62	-63	-57	-59	-56	-57	-	-185	-171
<i>Primes acquises</i>	271	241	238	381	308	297	299	-	750	904
<i>Charges techniques</i>	-331	-303	-302	-438	-367	-353	-355	-	-936	-1 075
Résultat net de la réassurance cédée	-12	13	1	-6	-17	19	4	-	2	6
Revenus de dividendes	4	19	11	7	11	22	6	-	34	39
Résultat net d'instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	218	256	146	159	17	37	49	-	620	103
Résultat net réalisé sur des actifs financiers disponibles à la vente	96	46	42	29	50	49	27	-	183	127
Revenus nets de commissions	382	385	341	365	378	389	404	-	1 108	1 171
Autres revenus nets	76	68	151	47	52	-124	64	-	296	-8
Total des produits	1 872	1 815	1 773	1 668	1 584	1 485	1 746	-	5 459	4 814
Charges d'exploitation	-1 023	-914	-906	-955	-965	-926	-898	-	-2 843	-2 789
Réductions de valeur :	-333	-234	-208	-949	-107	-134	-183	-	-775	-424
Sur prêts et créances	-293	-215	-185	-939	-103	-130	-165	-	-693	-398
Sur actifs financiers disponibles à la vente	-13	-3	-2	-3	-5	-3	-6	-	-18	-14
Sur goodwill	-7	0	0	0	0	0	0	-	-7	0
Sur autres	-20	-15	-22	-7	0	0	-12	-	-57	-12
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures	8	8	9	6	7	7	6	-	24	19
Résultat avant impôts	524	675	667	-230	518	431	671	-	1 866	1 620
Impôts	-161	-187	-206	-106	-131	-144	-194	-	-555	-469
Résultat après impôts	363	487	460	-336	387	288	477	-	1 310	1 152
attribuable à des participations minoritaires	4	3	4	4	0	0	0	-	10	0
attribuable aux actionnaires de la société mère	359	485	457	-340	387	287	477	-	1 300	1 151
Belgique	385	418	391	376	351	383	384	-	1 193	1 117
République tchèque	132	146	157	119	138	140	130	-	435	408
Marchés internationaux	-87	-23	-12	-731	-26	-176	27	-	-122	-175
Centre de groupe	-71	-56	-79	-104	-75	-59	-64	-	-207	-199
Bénéfice par action (EUR), ordinaire	0.86	1.16	-0.30	-0.82	0.42	0.56	1.00	-	1.72	1.99
Bénéfice par action (EUR), dilué	0.86	1.16	-0.30	-0.82	0.42	0.56	1.00	-	1.72	1.99
Incidences des activités legacy et du risque de crédit propre (après impôts)										
Legacy – bénéfices/pertes liés aux CDO	165	180	34	65	16	30	-24	-	380	23
Legacy – désinvestissements	22	-128	-231	-10	-9	8	132	-	-337	131
MTM du risque de crédit propre	-26	-20	12	-9	2	-8	6	-	-34	0
Résultat net (IFRS)										
Résultat après impôts, attribuable aux actionnaires de la société mère (IFRS)	520	517	272	-294	397	317	591	-	1 309	1 305

Les chiffres de référence 2013 ont été légèrement ajustés par suite de l'application de la nouvelle norme IFRS 11. Cette norme stipule que les joint-ventures doivent être comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence au lieu de la méthode de consolidation proportionnelle. Pour KBC, cela s'applique à ČMSS, une joint-venture de ČSOB en République tchèque. Ce changement n'a aucune incidence sur le résultat net, mais influence divers éléments du compte de résultat consolidé.

Analyse du trimestre sous revue (3Tr2014)

Résultat net ajusté (en millions d'EUR)

Résultat net ajusté par division, 3Tr2014 (en millions d'EUR)



Le résultat net du trimestre sous revue s'inscrit à 591 millions d'euros. Abstraction faite des activités legacy et de l'incidence du risque de crédit propre, le résultat net ajusté s'élève à 477 millions d'euros, contre 287 millions d'euros au 2e trimestre 2014 et 457 millions d'euros au 3e trimestre 2013.

Total des produits (résultat net ajusté)

- Les revenus nets d'intérêts s'établissent à 1 109 millions d'euros, en hausse de 6% en rythme trimestriel et de 11% en rythme annuel. La marge d'intérêts nette s'inscrit à 2,15% pour le trimestre sous revue, en hausse de 10 points de base par rapport au niveau du trimestre précédent et de 26 points de base par rapport au niveau (recalculé) du trimestre correspondant de l'année dernière. Cette progression s'explique essentiellement par des marges commerciales saines, une baisse des coûts de financement et une hausse des commissions de remboursement. Le volume des dépôts se gonfle de 1% en rythme trimestriel, mais se contracte de 1% en rythme annuel (sous l'effet de l'arrivée à échéance de dettes *wholesale*). Le volume d'octroi de crédits augmente de 1% tant en rythme trimestriel qu'en rythme annuel. Dans la division Belgique, le portefeuille de crédits se gonfle de 1% en rythme trimestriel et de 2% en rythme annuel. Dans la même division, les dépôts croissent de 3% en rythme trimestriel et de 4% en rythme annuel. En République tchèque, le portefeuille de crédits progresse de 6% en rythme annuel et de 2% en rythme trimestriel, tandis que les dépôts augmentent de 8% d'une année à l'autre et de 1% d'un trimestre à l'autre. Le portefeuille de crédits de la division Marchés internationaux régresse de 6% en rythme annuel (la contraction du portefeuille de crédits irlandais épongeant la forte progression en Bulgarie et en Slovaquie) et reste plus ou moins stable en rythme trimestriel. Sa base de dépôts s'accroît de 1% en rythme annuel (tirée principalement par l'Irlande où une campagne axée sur les particuliers rencontre un vif succès) et de 2% en rythme trimestriel.
- Les activités d'assurance vie et non-vie ont dégagé les résultats suivants pendant le trimestre sous revue. Les primes brutes acquises moins les charges techniques brutes et le résultat de la réassurance cédée s'établissent à 86 millions d'euros, en hausse de 32% en rythme trimestriel et de 4% en rythme annuel.

Dans la branche non-vie, les primes progressent de 2% en rythme trimestriel et stagnent en rythme annuel. Au troisième trimestre, les demandes d'indemnisation sont en net recul (-14%) par rapport au trimestre précédent (en raison des tempêtes de grêle en Belgique au 2e trimestre 2014), mais augmentent légèrement (4%) par rapport à leur niveau du troisième trimestre 2013. Néanmoins, le ratio combiné atteint 93% (year-to-date).

Dans la branche vie, on observe une hausse de 12% des ventes de produits d'assurance vie (y compris les produits de la branche 23 non inclus dans les recettes de primes) par rapport au 2e trimestre 2014, grâce à la progression des produits de la branche 23. En rythme annuel, elles se gonflent de 50% à la faveur de l'augmentation des ventes de produits à taux d'intérêt garanti et de produits de la branche 23.

Il est à noter que le troisième trimestre a été satisfaisant en termes de revenus d'investissements liés aux activités d'assurance malgré un repli par rapport au trimestre précédent : les résultats en rythme trimestriel sont dopés par la hausse des revenus nets d'intérêts en rythme trimestriel, mais sont rabotés par une contraction des revenus de dividendes après un robuste deuxième trimestre, influencé par des facteurs saisonniers, et par un tassement des bénéfices sur actifs disponibles à la vente dans le portefeuille d'investissements. Enfin, le résultat technico-financier a lui aussi bénéficié de la bonne maîtrise des frais administratifs généraux.

- Le résultat net des instruments financiers à la juste valeur atteint 49 millions d'euros pour le trimestre sous revue, s'inscrivant nettement en-dessous de la moyenne de 90 millions d'euros des quatre trimestres précédents. Ce chiffre s'explique par les modestes revenus générés par la salle des marchés au 3e trimestre 2014 et a été marqué par une baisse des valorisations marked-to-market négatives d'instruments dérivés utilisés à des fins de gestion de l'actif et du passif (ALM). Ces valorisations se montent à -46 millions d'euros au troisième trimestre, contre une moyenne trimestrielle de +70 millions d'euros en 2013 et -57 millions d'euros au deuxième trimestre.
- Les plus-values nettes réalisées sur des actifs disponibles à la vente s'inscrivent à 27 millions d'euros pour le trimestre sous revue, en recul par rapport à la moyenne de 43 millions d'euros des quatre trimestres précédents et au trimestre précédent. Ces bénéfices ont été réalisés tant sur la vente d'actions que d'obligations.
- Les revenus nets de commissions s'établissent à 404 millions d'euros, en hausse de 4% en rythme trimestriel et de 19% en rythme annuel. Le niveau plus élevé des commissions de gestion de fonds communs de placement est l'un des principaux moteurs de la tendance en rythme trimestriel. Les avoirs en gestion s'établissent à 180 milliards d'euros, en hausse de 4% par rapport au niveau du trimestre précédent (à la faveur de la performance des investissements (+2%) et des influx nets (+2%)) et progressent de 13% en rythme annuel, à la faveur de la performance des investissements (+9%) et des influx nets (+4%).
- Les autres revenus nets s'inscrivent à 64 millions d'euros, soit nettement plus que la moyenne de 32 millions d'euros des quatre trimestres précédents (ce dernier chiffre étant plombé de -231 millions d'euros par suite de provisions constituées pour la nouvelle taxe hongroise sur le crédit aux particuliers au 2e trimestre 2014).

Charges d'exploitation (résultat net ajusté)

- Au 3e trimestre 2014, les charges d'exploitation s'inscrivent à 898 millions d'euros, en recul de 3% par rapport au trimestre précédent de 1% par rapport à un an auparavant. Le recul en rythme trimestriel est principalement attribuable à des différences de timing au niveau du Centre de groupe. Les charges diminuent de 1% en rythme annuel, la hausse de la taxe bancaire en Belgique et en Hongrie, des charges de personnel et des frais administratifs généraux en Irlande étant contrebalancée par une diminution des charges d'exploitation au niveau du Centre de groupe et par l'évolution positive des taux de change.
- Le ratio charges/produits s'établit à un niveau relativement élevé de 59% (year-to-date). Il s'explique par le fait que le dénominateur (revenus totaux) a souffert des valorisations marked-to-market négatives des dérivés ALM et de l'impact de la nouvelle loi hongroise sur les crédits aux particuliers. Une fois ajusté des éléments exceptionnels (entre autres, la taxe bancaire, les dérivés ALM et la législation hongroise), le ratio charges/produits redescend à 54%.

Réductions de valeur (résultat net ajusté)

- Les pertes de valeur sur crédits s'inscrivent à 165 millions d'euros au troisième trimestre, en hausse par rapport aux 130 millions d'euros enregistrés au trimestre précédent mais en baisse par rapport aux 185 millions d'euros il y a un an. L'augmentation trimestrielle s'explique principalement par des crédits aux grandes entreprises dans la division Belgique et par le portefeuille project finance "legacy". Le ratio annualisé de pertes sur crédits s'inscrit à 0,41% pour l'ensemble du groupe. Il se répartit entre un favorable 0,20% pour la division Belgique (venant de 0,37% pour l'exercice 2013), un niveau très bas de 0,13% pour la division Tchéquie (venant de 0,26% pour l'exercice 2013) et un niveau de 1,09% pour la division Marchés internationaux (amélioration par rapport aux 4,48% de l'exercice 2013, qui avaient été clairement affectés par les réductions de valeur pour pertes sur crédits en Irlande au quatrième trimestre 2013).
- Les réductions de valeur sur actifs autres que des crédits sont limitées pour le trimestre sous revue (18 millions d'euros, liés à des actifs disponibles à la vente et à des logiciels).

Incidence des activités legacy et du risque de crédit propre sur le résultat :

- CDO : au troisième trimestre, KBC a démantelé les deux dernières CDO en portefeuille, ce qui a légèrement plombé ses résultats, mais amélioré son capital. L'impact total de l'opération sur les revenus de KBC au troisième trimestre se chiffre à -24 millions d'euros (après impôts), après prise en compte également des fluctuations des différentiels de crédit et des commissions liées aux garanties CDO. Le démantèlement de ces CDO a permis de libérer 0,3 milliard d'euros de capital et d'améliorer de 0,4% la solvabilité de KBC.
- Désinvestissements restants : nous enregistrons un effet positif global après impôts de 132 millions pour le trimestre sous revue, principalement dû à une reprise des réductions de valeur actées sur la participation dans la Banque Diamantaire Anversoise en 2012 et en 2013.
- Incidence de la valorisation du risque de crédit propre : le léger resserrement des différentiels de crédit senior combiné à l'élargissement du différentiel de crédit subordonné sur la dette de KBC entre fin juin 2014 et fin septembre 2014 se traduit par un ajustement marked-to-market légèrement positif de 6 millions d'euros (après impôts), mais est sans incidence sur le capital réglementaire.

Ventilation par division

- Au 3e trimestre, la division Belgique dégager un résultat net de 384 millions d'euros, légèrement supérieur à la moyenne de 375 millions des quatre trimestres précédents. Par rapport au trimestre précédent, le 3e trimestre 2014 se caractérise par une hausse des revenus nets d'intérêts et des revenus nets de commissions, un ratio combiné sain pour l'assurance non-vie et une augmentation des ventes de produits d'assurance de la branche 23. Les autres caractéristiques du trimestre sous revue sont l'impact réduit, mais toujours défavorable, de la valorisation des produits dérivés ALM, le tassement des revenus de la vente d'actifs financiers, la baisse saisonnière des revenus de dividendes et la décrue des autres revenus nets. Les charges diminuent légèrement tandis que les réductions de valeur augmentent par rapport au niveau faible du deuxième trimestre. Les activités bancaires et d'assurance génèrent respectivement 80% et 20% du résultat net sur la période.
- Pendant le trimestre sous revue, la division Tchéquie a dégagé un résultat net de 130 millions d'euros, légèrement inférieur à la moyenne de 139 millions des quatre derniers trimestres. Par rapport au trimestre précédent, les résultats du 3e trimestre se distinguent (en termes comparables) par la stagnation des revenus nets d'intérêts et la diminution des revenus nets de commissions, l'absence de plus-values réalisées sur la cession d'actifs financiers, la hausse des résultats nets d'instruments financiers, la baisse du niveau des autres revenus, un robuste ratio combiné non-vie et la progression des ventes de produits d'assurance de la branche 23. Les charges s'allègent légèrement tandis que les réductions de valeur pour pertes sur crédits augmentent par rapport au niveau particulièrement bas du trimestre précédent. Les activités bancaires et d'assurance génèrent respectivement 95% et 5% du résultat net sur la période.

- Au cours du trimestre sous revue, la division Marchés internationaux enregistre un résultat net positif de 27 millions d'euros, en nette amélioration par rapport à la moyenne négative de 236 millions d'euros pour les quatre trimestres précédents (qui avaient été marqués par la constitution de provisions supplémentaires pour pertes sur crédits en Irlande au 4e trimestre 2013 et par l'impact de la nouvelle loi sur le crédit aux particuliers en Hongrie au 2e trimestre 2014). Par rapport au trimestre précédent, le 3e trimestre 2014 se caractérise par la légère hausse des revenus nets d'intérêts et la robustesse des revenus nets de commissions, le résultat stable des instruments financiers à la juste valeur et le léger tassement des plus-values réalisées sur actions et obligations, ainsi que par une détérioration du ratio combiné non-vie et une contraction des ventes d'assurances vie. Il est à noter cependant que le trimestre précédent avait pâti de l'impact de la nouvelle loi hongroise sur le crédit aux particuliers. Les charges restent stables au 3e trimestre et les provisions pour pertes sur crédits diminuent, surtout en Irlande. Globalement, les activités bancaires accusent un résultat net de 23 millions d'euros (résultats positifs en Slovaquie, Hongrie et Bulgarie mais négatifs en Irlande), tandis que les activités d'assurance dégagent un résultat net de 4 millions d'euros.
- Le résultat net du Centre de groupe s'élève à 50 millions au 3e trimestre 2013. Comme souligné ci-dessus, ce chiffre inclut non seulement un certain nombre d'éléments du groupe et de résultats de sociétés en attente de désinvestissement, mais aussi l'impact des activités legacy (CDO, désinvestissements) et la valorisation de notre risque de crédit propre. En excluant les incidences des activités legacy et du risque de crédit propre, le résultat net ajusté se monte à -64 million in 3Q2014.

Analyse de la période sous revue year-to-date (9 premiers mois de 2014)

Le résultat net pour les 9 premiers mois de 2014 s'élève à 1 305 millions d'euros. Sans les activités legacy et l'incidence du risque de crédit propre, le résultat net ajusté ressort à 1 151 millions d'euros, contre 1 300 millions pour les neuf premiers mois de 2013.

Total des produits (résultat net ajusté)

- La performance en rythme annuel a été affectée en partie par la déconsolidation d'Absolut Bank et par quelques changements mineurs. Afin de permettre la comparaison, ces éléments ne seront pas pris en considération (« sur une base comparable »).
- Les revenus nets d'intérêts s'inscrivent à 3 158 millions d'euros, en hausse de 6% en rythme annuel. Sur une base comparable, ils augmentent de 7% en rythme annuel. Les marges commerciales restent satisfaisantes, les taux d'intérêt des comptes d'épargne ont diminué et les coûts de financement "wholesale" ont baissé considérablement. La marge nette d'intérêts s'établit à 2,06% (year-to-date), soit 17 points de base de plus qu'un an auparavant (niveau recalculé). Dans la division Belgique, le portefeuille de crédits augmente de 2% en rythme annuel, tandis que les dépôts progressent de 4%. Le portefeuille de crédits en République tchèque progresse de 6% en rythme annuel, alors que les dépôts augmentent de 8%. Le portefeuille de crédits de la division Marchés internationaux se contracte de 6% en rythme annuel (sous l'effet de la situation en Irlande), tandis que les dépôts s'améliorent de 1% (tirés par l'Irlande).
- Les activités d'assurance vie et non-vie ont enregistré les résultats suivants au cours des neuf premiers mois de 2014. Les primes brutes acquises moins les charges techniques brutes et le résultat de la réassurance cédée se sont établies à 224 millions d'euros, en recul de 1% en rythme annuel.

Les primes de la branche non-vie demeurent stables en rythme annuel. Les déclarations de sinistres résultant des averses de grêle en Belgique ont fait grimper légèrement le niveau des charges techniques par rapport aux neuf premiers mois de 2013, qui avaient été eux-mêmes affectés par les inondations en République tchèque. Ceci n'empêche toutefois pas d'atteindre un robuste ratio combiné de 93% (year-to-date).

Dans la branche vie, on observe une hausse de 3% des ventes de produits d'assurance vie (y compris les produits branche 23 non inclus dans les recettes de primes) par rapport aux 9 premiers mois de 2013. L'augmentation des ventes de produits à taux d'intérêt garanti compense largement la diminution enregistrée au niveau des ventes de produits de la branche 23.

Il convient de noter que les résultats des assurances ont bénéficié de la légère augmentation des revenus des investissements, tirés par la hausse du résultat net réalisé sur des actifs disponibles à la vente, la baisse des réductions de valeur, ainsi que la hausse des revenus de dividendes, ce qui a permis de compenser la diminution des revenus nets d'intérêts et du résultat net des instruments financiers à la juste valeur. Les frais administratifs généraux sont bien maîtrisés et diminuent de 5% en rythme annuel.

- Le résultat net des instruments financiers à la juste valeur s'établit à 103 millions d'euros pour les neuf premiers trimestres de 2014, contre 620 millions pour la période correspondante de l'an dernier. Les neuf premiers mois de cette année ont surtout été influencés par le résultat négatif de 186 millions d'euros sur les valorisations marked-to-market relatives aux instruments dérivés utilisés dans la gestion de l'actif et du passif (ALM), par rapport à un résultat positif de 250 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2013.
- Les plus-values nettes réalisées sur des actifs disponibles à la vente s'inscrivent à 127 millions d'euros pour les neuf premiers mois, contre 183 millions d'euros pour la période correspondante de l'an dernier. 43% des plus-values ont été réalisées sur la vente d'obligations et 57% sur la cession d'actions.

- Les revenus nets de commissions s'établissent à 1 171 millions d'euros, en hausse de 6% en rythme annuel (également sur une base comparable). Les actifs sous gestion atteignent 180 milliards d'euros, en hausse de 13% depuis fin septembre 2013, 9% étant à mettre au compte des effets de prix et 4% au compte des entrées nettes.
- Les revenus nets s'inscrivent à -8 millions d'euros, contre 296 millions d'euros pour la période correspondante de l'an dernier. Ce poste a été grandement affecté par les provisions passées au 2e trimestre 2014 pour la nouvelle loi hongroise sur le crédit aux particuliers "Résolution de certaines questions liées à la décision de la Cour suprême (Curia) d'uniformiser les contrats de crédit aux particuliers conclus par des établissements financiers" (-231 million euros).

Charges d'exploitation (résultat net ajusté)

- Les charges d'exploitation ressortent à 2 789 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2014, en baisse de 2% par rapport à un an auparavant. Sur une base comparable, les charges diminuent de 1%, la hausse de la taxe bancaire en Belgique et en Hongrie, des charges de personnel et des frais administratifs généraux en Irlande étant contrebalancée par une diminution des charges d'exploitation au niveau du Centre de groupe et par une évolution positive des taux de change. Le ratio charges/produits s'établit à un niveau relativement élevé de 59% year-to-date. Il s'explique principalement par le fait que le dénominateur (total des produits) a souffert des valorisations marked-to-market négatives des dérivés ALM et de l'impact de la nouvelle loi sur le crédit aux particuliers en Hongrie. Après ajustement des éléments exceptionnels, le ratio charges/revenus s'inscrit à 54%.

Réductions de valeur (résultat net ajusté)

- Les réductions de valeur pour pertes sur crédits s'élèvent à 398 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2014, en net recul par rapport aux 693 millions d'euros enregistrés un an auparavant. En termes annualisés, le ratio de pertes sur crédits s'établit à 0,41%. Il se répartit comme suit : 0,20% pour la division Belgique (contre 0,37% pour l'exercice 2013), 0,13% dans la division République tchèque (contre 0,26% pour l'exercice 2013) et 1,09% pour la division Marchés internationaux (amélioration par rapport aux 4,48% de l'exercice 2013).
- Les autres réductions de valeur se montent à 26 millions d'euros et portent sur des actifs disponibles à la vente et d'autres postes.

Impôt sur le revenu

- L'impôt sur le résultat s'élève à 469 millions d'euros pour les neufs premiers mois de 2014.

Incidence des activités legacy et du risque de crédit propre sur le résultat :

- CDO : pendant les neuf premiers mois de 2014, KBC a démantelé les CDO qui restaient dans son portefeuille. Si l'on prend en compte l'impact de la commission pour le système de garantie des CDO convenu avec le gouvernement fédéral belge, l'évolution des différentiels de crédit corporate et ABS, la diminution de l'exposition nette aux positions CDO legacy et les coûts de résiliation, l'impact positif sur le compte de résultats atteint 23 millions d'euros (après impôts) pour les neuf premiers mois de 2014.
- Désinvestissements restants : nous enregistrons un effet positif global après impôts de 131 millions pour les neuf premiers mois de 2014, principalement dû à une reprise des réductions de valeur actées sur la participation dans la Banque Diamantaire Anversoise en 2012 et en 2013.
- Incidence de la valorisation du risque de crédit propre : les niveaux comparables de différentiels de crédit sur la dette KBC au 31 décembre 2013 et au 30 septembre 2014 n'ont pratiquement pas entraîné d'ajustements marked-to-market pour les neuf premiers mois de 2014.

Capitaux propres et solvabilité

- Fin septembre 2014, le total des capitaux propres s'élevait à 16,2 milliards d'euros – en hausse de 1,7 milliard d'euros par rapport à son niveau de début d'année – principalement en raison de l'intégration de l'instrument additionnel Tier 1 (+1,4 milliard d'euros) émis en mars. Les autres facteurs qui ont eu un impact sur le total des capitaux pendant les neuf premiers mois de 2014 sont les 0,5 milliard d'euros (y compris la pénalité de 50%) d'aides publiques remboursées au gouvernement flamand, l'intégration des résultats des neuf premiers mois de 2014 (+1,3 milliard d'euros) et le rachat de titres Funding Trust (-0,4 milliard d'euros d'intérêts minoritaires).
- Le ratio Common equity (Bâle III, fully loaded, sous la méthode du compromis danois, incluant le solde des aides publiques reçues du gouvernement régional flamand l'impact) atteint le niveau favorable de 13,7% au 30 septembre 2014.
- Le ratio de solvabilité de KBC Assurances s'inscrit à 329% au 30 septembre 2014, un résultat encore supérieur au niveau déjà très élevé de 281% enregistré fin 2013.

Liquidité

- La liquidité du groupe demeure excellente, avec un ratio LCR de 120% et un ratio NSFR de 109% à l'issue du troisième trimestre.

Données sélectionnées du bilan

Chiffres clés du bilan consolidé, *KBC Groupe (en millions d'EUR)	31-03- 2013	30-06- 2013	30-09- 2013	31-12- 2013	31-03- 2014	30-06- 2014	30-09- 2014	31-12- 2014
Total du bilan	255 753	250 557	247 530	238 686	246 179	252 768	251 612	-
Prêts et avances à la clientèle	127 112	129 179	125 795	120 371	120 810	124 661	125 898	-
Titres (actions et titres de créance)	64 777	65 435	63 854	64 904	66 313	68 380	69 530	-
Dépôts de la clientèle et titres de créance	164 766	164 213	166 223	161 135	163 838	166 407	166 843	-
Provisions techniques avant réassurance	18 836	18 805	18 803	18 701	18 941	19 007	19 065	-
Dettes de contrats d'investissement, assurance	11 664	11 606	11 684	11 787	11 976	12 322	12 540	-
Capitaux propres des actionnaires	12 505	12 119	11 895	11 826	11 968	12 318	12 840	-
Titres de capital de base sans droit de vote	3 500	3 500	2 333	2 333	2 000	2 000	2 000	-

* Notons que les chiffres de référence 2013 ont été légèrement ajustés par suite de l'application de la nouvelle norme IFRS 11. Cette norme stipule que les joint ventures doivent être comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence au lieu de la méthode de la consolidation proportionnelle. Pour KBC, cela s'applique à ČMSS, une joint venture de ČSOB en République tchèque. Ce changement n'affecte pas les capitaux propres, mais a un impact sur différents postes du bilan consolidé. Par ailleurs, conformément à l'IFRS 5, les actifs et passifs d'un certain nombre de désinvestissements ont été réattribués aux postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés » et « Passifs liés à des groupes d'actifs destinés à être cédés », ce qui fausse légèrement la comparaison entre périodes.

Ratios sélectionnés

Ratios sélectionnés Groupe KBC (consolidé)	Exercice 2013	9M2014
Rentabilité et efficacité (basées sur le résultat net ajusté)		
Rendement des capitaux propres*	9%	12%
Ratio charges/produits, activités bancaires	52%	59%
Ratio combiné, assurances dommages	94%	93%
Solvabilité		
Ratio Common equity (Bâle III, fully loaded, y compris l'aide publique restante)	12.8%	13.7%
Risque de crédit		
Ratio de pertes sur crédits	1.21%	0.41%
Ratio de crédits impaired	10.2%	10.3%
pour des prêts en retard de plus de 90 jours	5.9%	6.0%

* En cas de paiement d'un coupon sur les titres de capital de base vendus aux gouvernements belge et flamand et sur les instruments additionnels Tier 1 inclus, il sera déduit du numérateur (au prorata).

Note : certains ratios ont été affectés (avec application rétroactive) par des changements résultant de la mise en application de l'IFRS11, Bâle III et de la suppression de la dérogation relative à la pondération nulle des obligations d'État nationales.

Stratégie et faits marquants (depuis le début du 3e trimestre)

- La stratégie de base de KBC reste centrée sur la fourniture de produits et de services de bancassurance aux particuliers, aux PME et aux moyennes capitalisations en Belgique, en République tchèque, en Slovaquie, en Hongrie et en Bulgarie. Conformément à son plan stratégique, le groupe a désormais terminé son programme de désinvestissement.
- En juillet 2014, Fitch a confirmé les ratings à long terme de KBC Bank et KBC Groupe à 'A-' (avec "stable outlook"). Il a également confirmé les ratings à long terme identiques de KBC Assurances et KBC Group Re en novembre 2014.
- En septembre 2014, KBC a décidé – conformément à l'accord passé avec la Commission européenne – de réduire graduellement et méthodiquement le portefeuille de crédits et les activités de la Banque Diamantaire Anversoise (ADB). Le désengagement se fera par le biais d'une fusion par absorption, dans laquelle ADB sera absorbée par KBC. À terme, les activités, le portefeuille et l'entité juridique d'ADB seront entièrement retirés du périmètre de KBC.
- En septembre 2014, KBC a finalisé la vente de KBC Bank Deutschland AG à un groupe d'investisseurs. Cette transaction a libéré environ 0,1 milliard d'euros de capital pour KBC, en réduisant principalement les actifs pondérés par le risque.
- En septembre 2014, KBC a démantelé les deux derniers CDO en portefeuille, ce qui a permis de libérer 0,3 milliard en capital. Le démantèlement des CDO met également un terme à l'accord de garantie (Portfolio Protection Agreement) conclu par KBC avec le Gouvernement fédéral belge et supprime entièrement l'exposition du groupe à MBIA.
- Les transactions susmentionnées sont les dernières à être finalisées dans le cadre du programme de désinvestissement conclu avec la Commission européenne en 2009.
- En septembre 2014, KBC a salué aussi l'extension des accords d'ancrage de KBC Groupe conclus par Cera, KBC Ancora, MRBB et les autres actionnaires stables. Conjointement avec MRBB et les autres actionnaires stables, Cera et KBC Ancora ont confirmé qu'ils continueraient à agir de concert à l'égard de KBC Groupe SA pour une nouvelle période de 10 ans. Ils continueront donc à assurer la stabilité de l'actionnariat et à soutenir le développement futur du groupe KBC.
- En octobre 2014, la Banque centrale européenne (BCE) et la Banque nationale de Belgique ont fait des annonces concernant les résultats de l'Évaluation complète menée par la BCE. KBC a réussi l'examen de la qualité des actifs, dépasse les seuils de stress test et garde une bonne réserve. Dans le cadre du scénario 2016 pessimiste, l'incidence du stress test sur le ratio Common Equity Tier 1 (ratio CET1) s'est traduit par une contraction de ce ratio CET1 de 2,6 points de pourcentage. L'impact de l'examen de la qualité des actifs (AQR) s'est limité à réduire le ratio CET1 de 0,6 points de pourcentage. L'impact combiné du remboursement des aides publiques tel que convenu avec la Commission européenne sur un horizon de stress test de 3 ans (1,8 milliard d'euros, pénalités et coupon compris), de l'examen de la qualité des actifs et du stress test proprement dit se solde par un ratio CET1 de 8,3%, ce qui représente un ample matelas de 2,8 points de pourcentage (2,8 milliards d'euros), qui dépasse de loin le seuil de 5,5% imposé par la BCE et prouve donc la capacité de résistance de KBC.
- ČSOB a reçu le prix de la meilleure banque privée de République tchèque de PWM/The Banker et Patria s'est vu décerner le prix de la banque d'investissement de l'année par Acquisition International.
- KBC a obtenu quatre prix aux "Marketing and Interactive Excellence Awards" de l'IAB Belgium et Best of Publishing.
- KBC s'est vu décerner le prix de la meilleure banque privée de Belgique par Professional Wealth Magazine.

- KBC a été nommée banque privée de l'année en Belgique et a obtenu le prix pour l'innovation dans la banque de détail en Belgique de l'International Banker.
- K&H s'est à nouveau vu décerner le prix de l'Assureur de l'année par Biztositas.hu.

Évolution en matière de développement durable et de responsabilité de l'entreprise (depuis le début du 3e trimestre)

- En août, KBC a participé au "Climate weekend" en tant que partenaire de Leuven Klimaat Neutraal, une asbl qui vise à faire de Leuven une ville climatiquement neutre d'ici 2030. KBC a organisé un stand où les visiteurs pouvaient essayer des vélos électriques et participer à des jeux pour remporter des prix offerts par la Boutique des Mamans Prévoyantes de KBC Assurances.
- K&H a tenu la septième édition de "ART pour un monde meilleur et plus sensé", qui donne à un jeune artiste l'opportunité de décrocher une bourse d'études. K&H a été l'une des premières sociétés en Hongrie à reconstituer sa collection d'œuvres d'art, une collection d'entreprise qui est désormais l'une des plus modernes et qui ne cesse de s'enrichir. Sa devise "L'art pour un monde meilleur et plus sensé" résume bien les tendances artistiques appréciées et soutenues par K&H.
- Le programme "K&H pour les moins favorisés" soutient 47 régions plus démunies en matière de soins de santé pour les enfants, d'arts de la scène, d'éducation pré-adulte et de sports.
- En Belgique, KBC se focalise toujours sur la mobilité. Le télétravail est désormais bien implanté dans la culture de l'entreprise, ce qui devrait permettre de réduire de 15 millions de kilomètres les déplacements de travail en 2014.
- KBC confirme sa cotation sur l'indice FTSE4Good.
- KBC est membre de l'indice STOXX Sustainability.
- KBC partenaire d'Horizon 2050 : "L'argent fait tourner le monde !". Le nouvel Horizon 2050 prévoit une série de conférences par lesquelles Argus, Cera et KBC cherchent à partager des visions inspiratrices avec un large groupe de parties prenantes. Cette première édition est consacrée à l'impact des investisseurs durables sur les sociétés cotées en bourse.
- KBC a lancé une plateforme de crowdfunding visant à réunir entrepreneurs et investisseurs. Sur le site internet de Bolero, le broker en ligne de KBC Securities, les entrepreneurs (débutants) peuvent lancer un appel de financement, et les investisseurs intéressés les aider à faire croître leurs activités avec des montants d'investissement relativement modestes.
- ČSOB a annoncé le programme d'aides "Stabilisation des Entreprises Sociales". En juin 2014, elle a lancé son deuxième programme de promotion de l'entrepreneuriat social. Ce programme est identique au projet pilote de l'an dernier, mais il inclut désormais deux ateliers d'une journée. Une aide financière pouvant aller jusqu'à 400 000 couronnes sera accordée à trois, quatre ou cinq entreprises sociales. Au premier tour du programme, onze entreprises ont été sélectionnées parmi 27 candidates.

Déclaration relative aux risques

- Ses activités étant principalement axées sur la banque, l'assurance et la gestion d'actifs, KBC s'expose à certains risques typiques tels que, entre autres, les risques de défaut de crédit, les fluctuations des taux d'intérêt, les risques du marché des capitaux, les risques de change, les risques de liquidité, les risques d'assurance, les risques opérationnels, l'exposition aux marchés émergents, l'évolution de la réglementation, les litiges avec les clients et les risques économiques en général. Le fait que le contexte macroéconomique et les plans de désinvestissement en cours puissent avoir une incidence défavorable sur la valeur des actifs ou puissent occasionner des charges supplémentaires excédant les prévisions est un autre aspect propre au risque de l'entreprise.

- Les données relatives à la gestion des risques sont reproduites dans les rapports annuels, les «Extended Quarterly Reports » et les rapports spécifiques sur les risques de KBC, tous disponibles sur le site www.kbc.com.
- Au troisième trimestre, les données économiques ont été globalement décevantes. Aux États-Unis, le rapport ISM pour le secteur manufacturier a baissé légèrement en septembre (venant toutefois d'un niveau élevé), tandis que la confiance des producteurs chancelait au Royaume-Uni, au Japon et en Chine. Les cycles économiques aux États-Unis et au Royaume-Uni semblent pourtant en phase de redressement, comme l'indique la diminution du taux de chômage dans ces pays. Plus inquiétante est la détérioration constante de la confiance des producteurs dans la zone euro, en particulier en Allemagne. Les composantes courante et avancée de l'indice allemand Ifo sont à la baisse depuis la fin du printemps, ce qui augmente les risques de ralentissement de la croissance au deuxième semestre 2014.
- Il y a toutefois des nouvelles positives. Le marché du travail dans la zone euro s'améliore : l'Allemagne est proche du plein emploi et le nombre de sans-emplois diminue dans la plupart des pays, à l'exception notable de la France. Des pays périphériques comme l'Irlande et l'Espagne commencent à récolter les bénéfices des réformes structurelles. D'autre part, la politique fiscale entrave moins la croissance. L'introduction du pacte fiscal et sa focalisation sur les déficits structurels plutôt que nominaux, permettra à la politique fiscale de se faire moins restrictive et peut-être même - selon les dires de la Commission européenne - accommodante en 2015. Combinés à la politique monétaire très accommodante de la BCE, ces facteurs positifs devraient permettre à la zone euro d'éviter une autre récession, en dépit de la récente agitation sur les marchés.
- Actuellement, le risque majeur est celui d'un nouvel essoufflement économique et d'une récession "à triple creux" dans la zone euro. Parallèlement, la baisse des prix de l'énergie et des matières premières pourrait encore réduire l'inflation européenne, surtout si la récente dépréciation du cours de l'euro prend fin.
- Si la diminution des prix des matières premières est favorable à la zone euro et à la croissance de l'économie réelle, par contre, la baisse du taux d'inflation devrait encore accroître la pression sur la BCE. Compte tenu des récents propos de Mario Draghi, selon lesquels il n'y aurait pas actuellement de bulle sur les marchés obligataires (contrairement à ce qu'affirme le FMI), ce facteur laisse à penser que la BCE pourrait lancer un programme de rachat d'obligations souveraines (50% de probabilités selon nous en 2015). Son impact a déjà été intégré dans les taux d'intérêt extrêmement bas que nous connaissons actuellement.
- Des risques géopolitiques subsistent (notamment en Syrie, Irak et Ukraine), mais ils ne devraient pas jouer un rôle majeur dans les mois à venir. Enfin, il y a toujours le risque d'une croissance inférieure aux prévisions sur les marchés émergents. Les marchés émergents qui exportent de matières premières souffrent actuellement de la diminution des prix. Des risques cycliques et de stabilité financière continuent de peser sur l'économie chinoise.

Pour tout complément d'information, veuillez contacter :

Wim Allegaert, Directeur Investor Relations, KBC Groupe
Tel +32 2 429 50 51 - E-mail : wim.allegaert@kbc.be

Viviane Huybrecht, Directeur Communication Corporate / Porte-parole KBC Groupe
Tel +32 2 429 85 45 - E-mail : pressofficekbc@kbc.be

* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

KBC Groupe SA
Av. Du Port 2 – 1080 Bruxelles
Viviane Huybrecht
Directeur
Communication Corporate/
Porte-parole
Tel. +32 2 429 85 45

Service Presse
Tel. +32 2 429 65 01 Stef Leunens
Tel. +32 2 429 29 15 Ilse De Muyer
Fax +32 2 429 81 60
E-Mail : pressofficekbc@kbc.be

Les communiqués de presse KBC peuvent être consultés sur www.kbc.com ou obtenus en envoyant un courriel à pressofficekbc@kbc.be
Suivez nous sur www.twitter.com/kbc_group

